



## Histoire de l'éducation

132 | 2011

L'éducation de Louis XV

---

### Le troisième homme. Dubois et l'éducation politique de Louis XV (août 1722 - août 1723)

*The third man. Dubois and the political education of Louis XV (August 1722 – August 1723)*

*Der dritte Mann. Dubois und die politische Erziehung Ludwigs XV. (August 1722 – August 1723)*

*El tercer hombre. Dubois y la educación política de Luis XV (agosto de 1722 – agosto de 1723)*

**Diego Venturino**

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2421>

DOI : 10.4000/histoire-education.2421

ISSN : 2102-5452

#### Éditeur

ENS Éditions

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 91-121

ISBN : 978-2-84788-360-2

ISSN : 0221-6280

#### Référence électronique

Diego Venturino, « Le troisième homme. Dubois et l'éducation politique de Louis XV (août 1722 - août 1723) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 132 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2421> ; DOI : 10.4000/histoire-education.2421

---

*Le troisième homme*

## **Dubois et l'éducation politique de Louis XV (août 1722 - août 1723)**

Diego VENTURINO

---

Louis XV reçut sa première leçon politique à cinq ans. Le 26 août 1715, Louis XIV se mourait. Le dauphin est conduit à son chevet. Dernière entrevue, dernier contact, derniers regards. Nous ne savons pas, au juste, ce que le vieillard a pu dire à son arrière-petit-fils qui relèverait de la sphère affective. Tous les témoignages rapportent en revanche les termes du discours clair et dense que le roi tint au dauphin, un testament politique en raccourci, conçu à l'intention d'un enfant mais destiné de toute évidence à être rapporté et rendu public :

« Vous allez être bientôt roi d'un grand royaume. Ce que je vous recommande plus fortement, est de n'oublier jamais les obligations que vous avez à Dieu. Souvenez-vous que vous Lui devez tout ce que vous êtes. Tâchez de conserver la paix avec vos voisins. J'ai trop aimé la guerre ; ne m'imites pas en cela, non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai faites. Prenez conseil en toutes choses, et cherchez à connaître le meilleur pour le suivre toujours. Soulagez vos peuples le plus tôt que vous le pourrez, et faites ce que j'ai eu le malheur de ne pouvoir faire moi-même »<sup>1</sup>.

---

1 *Dernières paroles du roy Louis XIV au roy Louis XV son arrière petit-fils*, s.d. [1718], De l'imprimerie du Cabinet du Roy, dirigée par J. Collombat, imprimeur ordinaire de Sa Majesté, une feuille in-folio. Voir aussi Henri Omont, « L'imprimerie du Cabinet du roi au château des Tuileries sous Louis XV (1718-1730) », *Bulletin de la société de l'histoire de Paris et de l'Île de France*, vol. XVIII, 1891, p. 35-45, et Michel Antoine, *Louis XV*, Paris, Fayard, 1989, p. 72.

Qu'a bien pu retenir de ces propos un bambin ? Il est vrai que le texte de ces paroles fut placé pendant des années près du chevet du jeune Louis, et qu'il put le voir à chacun de ses couchers et de ses levers. Une présence quotidienne, comme une prière.

Pour ce premier contact avec les devoirs du métier de roi, Louis XV ne reçut pas un miroir dans lequel contempler le modèle de son aïeul. Hormis le rappel d'obéir à Dieu (celui de Rome et pas celui des jansénistes), le reste du propos n'était pas en odeur de sainteté louis-quatorzienne. Le Grand Roi semble avoir entendu les critiques de ses opposants et senti que les valeurs de l'époque nouvelle n'étaient plus les siennes. Ainsi, voulant assurer la pérennité de la royauté, il fait amende honorable : roi de guerre ? Roi dépensier ? Roi autoritaire ? Que nenni ! Que Louis XV devienne plutôt roi de paix, roi parcimonieux, roi à l'écoute de ses conseillers, sans cesser pour autant d'être un monarque absolu.

Le précepteur Fleury fut sans doute le premier à graver des principes politiques dans l'esprit du jeune Louis XV. Enlevé aux soins de Madame de Ventadour en 1717, celui-ci est accueilli aussitôt par l'ancien évêque de Fréjus qui, avec douceur, entama l'instruction religieuse, morale et historique. Sans être inculte, le précepteur n'était ni savant ni écrivain. Le contenu et les buts de son enseignement ont été largement étudiés : la fidélité à Rome est enseignée de manière à ne jamais nuire à l'indépendance de l'Église de France ; la sainteté de Louis IX est offerte en modèle moral et politique ; l'histoire de France est racontée comme le récit de l'antiquité de la royauté, de sa grandeur, mais aussi du poids écrasant que le métier de roi fait peser sur les épaules de l'élu de Dieu, qui a donc tout intérêt à s'appuyer sur un mentor capable de le guider. Fleury ne prépare nullement Louis XV à comprendre les enjeux politiques et constitutionnels des débats de l'époque, de la succession d'Espagne aux origines de la monarchie et de la nation jusqu'aux conflits liés aux prétentions des bâtards. L'affaire est entendue, l'*Abrégé* de Fleury est une compilation, qui met largement à contribution l'*Histoire de France* de Cordemoy, et dont la platitude des propos cache le souhait de ne jamais s'écarter de l'essentiel : il n'y a autre chose à remarquer dans l'histoire de

France que l'autorité légitime du souverain sur un peuple toujours prêt à lui obéir et à l'aimer, pourvu qu'il soit pieux et bien entouré<sup>2</sup>.

On ignore si le contenu de cette éducation morale et historique plutôt « molle », comme l'écrit Lemontey<sup>3</sup>, fut connu par Philippe d'Orléans : on peut raisonnablement penser que non, au moins dans les détails. Il n'aurait pas pu cependant en désapprouver la teneur. Il était indispensable que le petit Louis fût convaincu qu'il fallait écouter ses conseillers afin de mieux exercer sa souveraineté absolue, d'autant plus après la majorité, lorsqu'il pourra les choisir librement : l'avenir politique du Régent en dépendait.

Cependant, les motivations de celui-ci n'étaient pas uniquement d'ordre personnel : conscient et inquiet de la fragilité des équilibres internes de la monarchie, destinée à être gouvernée pendant de longues années par un roi enfant puis adolescent, il était également attentif aux équilibres internationaux, à un moment où l'Espagne de Philippe V semblait contester les accords signés à Utrecht et à Rastadt et n'avait pas abandonné ses prétentions sur la succession de France.

Ainsi, le Régent décide en 1722 d'infléchir l'éducation du roi dans un sens plus politique. Le temps était venu d'instruire le roi des affaires et de le préparer à gouverner, avant qu'il n'accède à la majorité en mars 1723. Dès 1717, il avait entretenu le tout jeune Louis des affaires de l'État ; puis, en février 1720, le roi commence à participer aux conseils de régence. La complexité de l'action gouvernementale était telle que Louis XV, enfant de 10-11 ans, ne pouvait que garder un silence attentif au milieu des discussions des ministres<sup>4</sup>. Au-delà des principes moraux et religieux, au-delà des connaissances historiques, il était urgent de lui dévoiler autant que possible les arcanes de la chose politique :

2 Chantal Grell (éd.), *L'éducation de l'enfant-roi*, introduction à l'*Abrégé de l'histoire de France écrit pour le jeune Louis XV par le cardinal de Fleury*, [Montigny-le-Bretonneux], Archives départementales des Yvelines, 2004 ; Pascale Mormiche, *Devenir prince. L'école du pouvoir en France. XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éd., 2009 et Bernard Hours, *Louis XV. Un portrait*, Toulouse, Privat, 2009, p. 139-197. Sur Fleury en général, Guy Chaussinand-Nogaret, *Le cardinal de Fleury. Le Richelieu de Louis XV*, Paris, Payot, 2002. Pour une bibliographie plus étendue sur l'éducation de Louis XV, voir mon introduction dans le présent numéro. À la fin de sa vie, la bibliothèque personnelle du cardinal de Fleury ne comprenait que 1 069 volumes et elle est sans surprise : l'essentiel est composé d'ouvrages religieux et ecclésiastiques ; le nombre de livres d'histoire est très réduit et rares sont ceux publiés avant 1722 (*Catalogue des livres de son Éminence le Cardinal de Fleury qui sont dans son appartement à Issy*, BnF, Nouvelles acquisitions françaises (désormais Naf) 1727, 85 feuillets).

3 « Les études du roi furent molles et presque mécaniques ; il reçut la religion et la morale, comme il convient aux enfants du peuple, sous forme de préjugés » (Pierre-Edouard Lemontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV*, Paris, Paulin, 1732, t. II, p. 56-57).

4 B. Hours, *Louis XV, op. cit.*, p. 181-182.

en lui montrant comment fonctionne l'administration de la monarchie, en lui apprenant les fondements des finances, en l'éclairant sur la politique étrangère.

Pour ce faire, la décision est prise de consacrer une leçon quotidienne d'une demi-heure aux affaires politiques. La première eut lieu, par le plus grand des hasards, le 26 août 1722, à savoir sept ans jour pour jour après le célèbre entretien entre Louis XIV mourant et le petit Louis. Elle se déroula selon un cérémonial assez précis, dont on en trouve la description dans plusieurs manuscrits<sup>5</sup>. Lemontey le premier a évoqué quelques détails de cette séance de travail inaugurale et Michel Antoine l'a publiée en entier<sup>6</sup>. J'en rapporterai juste quelques lignes :

« Aujourd'hui mercredi 26 août 1722, à dix heures du matin, son Altesse Royale a commencé à instruire le Roy, des affaires du Gouvernement. J'ai [en marge : "M. le Cardinal Dubois"] lu le présent mémoire fait au nom de S.A.R. et le mémoire suivant sur les finances. Le Roy était dans un fauteuil, devant sa petite table : j'avais l'honneur d'être vis-à-vis de lui sur un pliant : S.A.R. était à sa droite, et M. le Duc à sa gauche. M. le Duc de Chârost, à côté de moi, un peu plus éloigné de la table, et M. l'Évêque de Fréjus à la gauche ; lorsque quelque article avait besoin d'explication, S.A.R. la donnait »<sup>7</sup>.

Mis à part les ducs de Charost et de Bourbon, dont la place dans l'éducation du roi était négligeable, un troisième personnage apparaît soudain aux côtés du Régent et de Fleury, visiblement en charge lui aussi de l'instruction politique du roi : le cardinal Dubois. Aussi bien Fénelon que Louis XIV eurent été bien étonnés de trouver à cette place, si proche du souverain, celui qui n'était pour eux qu'un obscur abbé appartenant à la clientèle des Orléans. Pourtant, c'est bien lui qui va jouer le premier rôle au cours de cette dernière, courte et très dense phase de l'éducation de Louis XV.

## **I – Le troisième homme**

En effet, l'abbé Dubois avait parcouru en quelques années un chemin étonnant. Précepteur de Philippe d'Orléans en 1688, il avait conçu à cette occasion

---

5 BnF, Naf 22109, Papiers Lefèvre d'Amécourt ; BnF, Clairambault 529 ; Archives des Affaires étrangères, MD, France, 139, fol. 176 et suiv.

6 P.-E. Lemontey, *Histoire de la Régence*, op. cit., p. 75-76 ; M. Antoine, *Louis XV*, op. cit. p. 117-120 ; B. Hours, *Louis XV*, op. cit., p. 184.

7 BNF, Naf 22109, Papiers Lefèvre d'Amécourt, fol. 1 recto.

un plan d'éducation qui devait lui servir aussi pour instruire Louis XV<sup>8</sup>. Cultivé et habile<sup>9</sup>, il était devenu un des hommes de confiance du prince pendant les dernières années du règne de Louis XIV, chargé par la coterie orléaniste de missions plus ou moins secrètes à l'étranger, notamment en Angleterre. Aux côtés du Régent, Dubois monte rapidement les échelons du pouvoir, son domaine étant la politique étrangère. C'est lui qui accompagne, pour ne pas dire suscite, ce premier renversement des alliances du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'est le rapprochement avec l'Angleterre et la Triple Alliance. Secrétaire d'État des Affaires étrangères en 1718, il obtient la barrette cardinalice en juillet 1721 et connaît son triomphe politique en devenant premier ministre le 23 août 1722. Le dernier à porter ce titre avait été Jules Mazarin<sup>10</sup>.

Sa nomination avait été voulue par le Régent et acceptée sans difficulté par le jeune roi, ce dernier ayant une confiance entière à l'égard de son oncle et Fleury n'ayant pas encore l'autorité de s'y opposer, à supposer qu'il l'eût souhaité. Des raisons complexes expliquent le choix du Régent, qui se débarrasse en même temps de Villeroy<sup>11</sup>; parmi celles-ci, on peut compter probablement son souhait de confier au nouveau premier ministre une tâche d'accompagnement de l'œuvre d'éducation politique qu'il voulait entreprendre. La connaissance profonde des affaires et son expérience pédagogique désignaient Dubois comme le truchement le plus adéquat pour passer de l'éducation à l'instruction, de l'apprentissage des principes à la maîtrise des détails et compléter de la sorte la formation princière. C'est bien uniquement en vertu de sa fonction politique que Dubois est admis à participer à l'éducation du

8 *Plan d'éducation rédigé par l'abbé Dubois pour le duc de Chartres (1688)* publié par Guy Chaussinand-Nogaret, *Le cardinal Dubois 1656-1723 ou Une certaine idée de l'Europe*, Paris, Perrin, 2000, p. 217-228.

9 En comparaison de la bibliothèque personnelle de Fleury (voir ci-dessus, note 2) celle de Dubois suggère des lectures plus amples et un goût de bibliophile : *Bibliotheca duboistana ou catalogue de la bibliothèque de feu son Éminence Monseigneur le cardinal Du Bois*, La Haye, 1725, 3 vol.; le catalogue dénombre 15 000 volumes environ.

10 Pierre Bliard, *Dubois, cardinal et premier ministre (1656-1723)*, Paris, Lethielleux, 1902-1901; Guy Chaussinand-Nogaret, *Le cardinal Dubois, 1656-1723*, op. cit.; Jean-Pierre Thomas, *Le Régent et le cardinal Dubois ou L'art de l'ambiguïté*, Paris, Payot, 2004.

11 Voir M. Antoine, *Louis XV*, op. cit., p. 114-115 et B. Hours, *Louis XV*, op. cit., p. 179; G. Chaussinand-Nogaret, *Le cardinal Dubois*, op. cit.

prince : situation sans exemples, Mazarin ayant été gouverneur et tuteur de Louis XIV<sup>12</sup>.

À défaut de témoignages explicites d'un accord passé entre le Régent et le cardinal sur le point de l'éducation du roi, un indice solide est la rapidité avec laquelle Dubois parvient à gouverner le rythme, les modalités et les contenus de l'instruction du roi. Dans une lettre du 25 août, l'abbé de Targny répond à Dubois à propos d'une commande qu'il avait reçue quelques temps auparavant, à savoir rechercher dans les livres de la Bibliothèque du roi des informations sur l'éducation politique de Louis XIV et sur le cérémonial observé<sup>13</sup>. Le lendemain, 26 août, Dubois écrit à Le Blanc, secrétaire d'état à la Guerre : « Si vous avez fait travailler, Monsieur, à l'instruction sur ce qui concerne le ministère de la guerre que je vous ai demandée, si peu qu'il y en ait de fait, je vous prie de me le communiquer aujourd'hui et si cela n'est pas commencé, de vouloir bien y faire travailler sans perdre un moment »<sup>14</sup>.

Justement, le 26 août a lieu la première leçon politique donnée à Louis XV par la nouvelle équipe que j'ai déjà évoquée ci-dessus. Séance solennelle qui se préparait de toute évidence depuis un certain temps, un temps suffisant en tout cas pour que soient prêts les mémoires financiers qui sont lus au roi à cette occasion.

Cette séance est le début d'une formation soutenue que Dubois va progressivement monopoliser au cours des mois suivants. Un de ses biographes attribue même à Louis XV ce propos :

« D'abord [dès] que le cardinal Dubois eut été reconnu pour premier ministre, le roi déclara au duc d'Orléans qu'il voulait travailler trois ou quatre fois la semaine une heure par jour avec son Éminence pour se mettre au fait des affaires et s'instruire de tout ce qu'il y avait d'essentiel dans le gouvernement. Le public

---

12 En tant que ministre des Affaires étrangères, Dubois était chargé de rassurer les cours européennes : « Soyez certain que tout ce que vous entendez débiter malignement sur la faiblesse de tempérament du roi et sur sa mélancolie est entièrement faux. Sa santé est parfaite, et il se fortifie tous les jours, et il n'y a aucune de ses journées où, après avoir donné la matinée à ses études, il ne prenne quelque nouveau divertissement l'après-midi, et entre un très grand nombre de jeunes seigneurs qui sont autour de Sa Majesté, il n'y a personne qui ait plus de gaieté qu'elle » (dépêche de Dubois datée Paris 21 octobre 1721 aux agents français à Venise citée dans frères Goncourt, *Louis XV enfant*, in *Œuvres complètes*, Paris, 1854-1934, t. XXXVIII, p. 14).

13 Archives du Ministère des Affaires Étrangères (désormais AAE), Affaires intérieures, 1252, fol. 88, Targny à Dubois, 25 août 1722; la lettre n'est pas très lisible. On déchiffre toutefois que le bibliothécaire avait trouvé des ouvrages sur Mazarin, notamment celui d'Aubery mais aussi ceux de Gualdo Priorato.

14 AAE, Affaires intérieures, 1252, 26 août 1722, Dubois à Le Blanc, fol. 94.

ayant appris la résolution du jeune monarque on en conçut une bonne espérance par rapport aux soins et à l'habileté de ce premier ministre »<sup>15</sup>.

Le propos est probablement hagiographique, mais il est vrai que le roi sera rapidement conquis par cet homme, j'y reviendrai. Il n'en reste pas moins que le premier ministre Dubois s'affaire avec le dynamisme qui lui est coutumier. Pendant environ neuf mois, jusqu'à la majorité, c'est lui qui aura la main sur l'instruction princière.

Nous ne connaissons pas le menu détail du rythme des études pendant l'automne 1722 et l'hiver 1723. En particulier, aucun renseignement supplémentaire n'est pour le moment connu sur les séances de travail collectif illustré par l'exemple du 26 août. Ont-elles continué sous la même forme ? Le Régent a probablement laissé la tâche de l'instruction quotidienne au Cardinal Dubois, travaillant avec celui-ci et le souverain, mais sans régularité.

En revanche, la présence quotidienne de Dubois aux côtés du roi est attestée. Chambrier, correspondant à Paris de Frédéric Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse, écrit le 15 septembre 1722 :

« Le cardinal Dubois travaille tous les jours à gagner la confiance du Roy et à lui donner peu à peu des principes pour le gouvernement de l'État qui soient conformes aux intérêts de M. le Duc d'Orléans. Tous les jours le cardinal Dubois se rend au petit lever du Roy, et là en particulier il lui rend compte de plusieurs choses »<sup>16</sup>.

Trois autres sources datent des mois de février-avril 1723. Le 15 février 1723, Chambrier encore précise :

« On croit aussi qu'il sera expédié au lit de justice de nouvelles lettres du roi pour confirmer le cardinal Dubois dans sa place de principal ministre ; on assure que ce cardinal a trouvé le secret de se mettre assez bien dans l'esprit du roi lequel il voit régulièrement tous les jours deux fois, à savoir le matin depuis sept heures trois quarts jusqu'à neuf, et le soir depuis six heures jusqu'à sept heures »<sup>17</sup>.

Bien que Chambrier soit un proche de Dubois, le rythme de travail qu'il décrit semble beaucoup moins raisonnable que celui indiqué dans deux autres

15 *Histoire du cardinal Dubois*, Bibliothèque Mazarine, mss. 2354, fol. 419 ; Leclercq explique l'origine de ce manuscrit : « Le Dran écrit de sa main et donna à un ami un volume d'*Anecdotes sur l'élévation de l'abbé Dubois aux premières dignités de l'Église et de l'État*, in-4°, 1725. Trouvé dans l'inventaire de l'abbé de la Ville (guillotiné le 12 fructidor an III), le manuscrit relié en veau brun échut sans nom d'auteur à la bibliothèque Mazarine (H2354) » (Henri Leclercq, *Histoire de la Régence*, Paris, Champion, 1921, vol. I, p. LXXXII).

16 AAE, Correspondance politique, Prusse, 70, M<sup>r</sup> de Chambrier à Frédéric Guillaume I<sup>er</sup>, fol. 242.

17 *Ibid.*, fol. 326.



sources qui contiennent l'agenda hebdomadaire du premier ministre rédigé par des secrétaires. Dans le *Journal de son Éminence* de février 1723, une page est divisée en cases, chacune d'elle correspondant à un jour de la semaine et contenant les engagements de Dubois. En cherchant le libellé « Instruction du roi », on tombe sur les jours suivants : le dimanche, lundi et mardi de 10 h 30 à 11 h ; le mercredi de 18 h 30 à 19 h ; le jeudi et le samedi, de 10 h 30 à 11 h ; rien le vendredi<sup>18</sup>. L'autre témoignage, daté probablement d'avril, confirme la durée de la leçon, mais détaille de manière différente les jours :

« Chaque jour de la semaine. Depuis 5 heures jusqu'à 7 heures et un quart travailler. À 7 heures trois quarts aller chez le roi pour le lever, ensuite entretien particulier de M. le Cardinal avec S.A.R. A 10 heures et demi entretient avec le roi jusqu'à onze, et tout le reste du temps de la matinée jusqu'à une heure après-midi expédier les ministres en présence de S.A.R. »<sup>19</sup>.

Les contradictions contenues dans ces renseignements dépendent peut-être de modifications de l'emploi du temps effectuées au fur et à mesure du déroulement de la formation.

Outre ces rencontres particulières, il y avait également d'autres moments de formation, dont on trouve un écho dans une lettre datant de la même période : « le roi est tous les jours trois heures avec le cardinal Dubois, M. de Fréjus et le duc d'Orléans, et ne s'ennuie point »<sup>20</sup>. Propos vague : Louis XV travaille-t-il avec les trois hommes en même temps ? En tout cas, il est certain que le cardinal Dubois disposait d'un moment d'intimité pédagogique avec son élève, cette demi-heure du matin ou de l'après-midi pendant laquelle il commentait avec lui les affaires du jour ou lisait un mémoire préparé par ses

---

18 AAE, Affaires intérieures 1255, fol. 67. Cette page a été aussi publiée par Charles-Louis de Sevelinges, *Mémoires secrets et correspondance inédite du cardinal Dubois*, Paris, Pillet, 1815, t. II, p. 407.

19 AAE, Affaires intérieures, 1252, 1722, août-septembre, fol. 51.

20 *Les correspondants de la marquise de Balleroy, d'après les originaux inédits de la Bibliothèque Mazarine*, Paris, 1883, vol. II, p. 529, 3 avril 1723.

ateliers, un moment dont il était seul maître et dont il rendait compte à son protecteur, le Régent<sup>21</sup>.

Dubois savait que le succès de ce rapport personnel avec le roi était la condition pour donner une suite à sa carrière politique après la majorité. D'où son effort pour capter la bienveillance du souverain par d'autres moyens que le rapport didactique au sens strict du terme. Fort de son expérience de précepteur et sensible à l'atout qu'était pour lui la solitude affective du roi, il œuvre en parfait courtisan d'un enfant en manque d'entourage aimant. Il fallait toucher la corde de l'affectivité en couvrant le roi de cadeaux adaptés à son âge et qui remplaçaient les caresses de ses proches absents. Élan du cœur? En tout cas, décision réfléchie : Dubois organisa lui-même l'exécution de ce projet, en essayant de le cacher à la curiosité indiscrete des courtisans versaillais. Il écrit à son correspondant à Londres Destouches le 3 octobre 1722 :

« Je vous prie, Monsieur, de faire rechercher par quelque ami curieux toutes les curiosités des Indes, de toutes les espèces, de grand prix ou de peu de valeur, soit choses naturelles, soit ouvrages, et d'en faire faire une liste que vous m'enverrez de 8 en 8 jours à mesure qu'on vous les fournira, sans attendre d'avoir tout embrassé. Vous aurez la bonté de charger quelqu'un de prendre le même soin à l'égard de tous les bijoux, montres singulières et autres curiosités qui se font à Londres et d'en marquer à côté le prix. Vous ferez la même chose à l'égard des estampes. Je voudrais bien ramasser toutes celles qui regardent les habits de dignités, comme ceux des rois, reines, chevaliers des ordres, pairs, magistrats et habitants des provinces, et s'il y a des gens à Londres qui enluminent bien, les faire enluminer, mais il suffira de m'envoyer des listes avant que de les acheter; et comme je viens de vous dire ci-dessus, toutes les semaines à mesure que

21 Le moment du sacre approchant, le biographe de Dubois remarque : « Le roi, en attendant son voyage à Reims, s'appliquait quelquefois à prendre des instructions du cardinal premier ministre concernant le gouvernement. Son Éminence avait de si grandes attentions pour satisfaire aux desirs de ce jeune monarque, qu'il en sentait augmenter l'estime et l'affection qu'il avait conçus pour le Cardinal . [...] Enfin ce départ tant désiré arriva le 16 octobre 1722 et le cardinal Dubois suivit la cour avec un somptueux équipage. On remarqua pendant toute la route que ce cardinal fut fort vigilant à s'acquitter des fonctions de son ministère. Son Éminence voyait le roi tous les jours et rendait régulièrement compte au duc d'Orléans » (*Histoire du cardinal Dubois*, op. cit., fol. 423 et fol. 428). La même source fait état des rapports de plus en plus étroits entre le cardinal et le roi au début de l'année 1723 : « Comme le roi goûtait un grand plaisir dans les conversations qu'il avait avec le cardinal Dubois sur les affaires du gouvernement depuis qu'il avait été fait premier ministre, Sa Majesté résolut de travailler avec lui le plus souvent et le plus longtemps qu'elle n'avait encore fait pour s'en faire instruire. Le cardinal employait de son côté tous les soins à donner à ce jeune monarque des grandes idées de l'état particulier de son gouvernement et des affaires générales de son royaume. Son Éminence y réussissait si bien que Sa Majesté lui donna des marques de sa grande pénétration d'esprit au sujet de l'exécution d'un projet que ce fameux ministre communiqua au roi : Sa Majesté lui expliqua à cette occasion tous les avantages qu'Elle apercevait que le royaume en retirerait. Le cardinal Dubois était charmé de voir que le roi profitait si bien des éclaircissements qu'il lui donnait sur les affaires de l'État. Cela encourageait même ce grand ministre à s'y attacher encore davantage » (*Histoire du cardinal Dubois*, op. cit., fol. 449-451).

vous ferez quelque connaissance sur ce sujet, vous augmenterez les listes que vous m'aurez envoyées. L'objet que j'ai en cela est, en premier lieu, d'avoir mille choses pour ma commodité, mais le principal est de trouver et de faire venir de temps en temps des choses agréables et dignes de la curiosité du roi, selon le goût de son âge, dont je lui puisse faire de petits présents journaliers pour lui faire ma cour. Vous communiquerez le même mémoire à M. de Chammorel afin que, de son côté, il contribue à la même chose »<sup>22</sup>.

Dans ces propos, le collectionneur côtoie le précepteur averti : les estampes pouvaient servir à une éducation ludique à travers les images, notamment des dignités anglaises, une manière de familiariser le roi avec la société d'outre-Manche, ce qui n'était pas sans intérêt pour un anglophile comme Dubois. On ne connaît pas bien les suites de cette initiative, sauf pour une lettre du 8 janvier 1723 qui en fournit un exemple touchant : « le jour de l'an, le cardinal Dubois donna au roi un écureuil et une cage qui revient à 10 000 écus »<sup>23</sup>. Un écureuil et une cage (que l'on peut imaginer dorée, vu le prix) : l'interprétation symbolique est tentante, mais sans fondement prouvé.

Les résultats de cette assiduité se font rapidement sentir. Louis XV semble apprécier son nouveau mentor politique<sup>24</sup>. Les mémorialistes ainsi que la presse enregistrent avec méfiance l'emprise de Dubois sur le roi : c'est le cas de Buvat et de Barbier<sup>25</sup>. Saint-Simon, lui, déteste le roturier sorti du néant social pour monter si haut, le couvre d'ignominie, tant et si bien que sa crédibilité s'en ressent<sup>26</sup>.

La santé du Cardinal Dubois se détériore au printemps 1723 ; il finit ses jours en août de la même année. Comme tous les autres ministres-cardinaux français de l'époque moderne, il bénéficia du curieux privilège papal de mourir en fonction. Sa mort trancha un lien pédagogique et humain naissant, mettant à mal un projet politique : en effet, le premier ministre et son entourage avaient déployé un travail considérable pour instruire le roi, mais aussi pour lui apprendre une certaine manière de concevoir et de pratiquer l'art de gouverner.

22 AAE, Angleterre, 339, 3 octobre 1722, fol. 343. Publié aussi par C.-L. de Sevelinges, *Mémoires secrets*, op. cit., t. II, p. 298-299.

23 *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, op. cit., t. II, p. 515.

24 On voit le roi « attendre les heures qu'il a consacrées à s'instruire des matières les plus importantes du gouvernement avec l'impatience et la vivacité que son âge ne donne d'ordinaire qu'aux amusements » (*Lettres à la marquise de Balleroy*, bibliothèque Mazarine, ms 2791, vol. VIII, fol. 59).

25 Jean Buvat, *Journal de la Régence*, Paris, Campardon, 1865, t. II, p. 484 ; Edmond-Jean-François Barbier, *Chronique de la régence et du règne de Louis XV (1718-1763)*, ou *Journal de Barbier*, Paris, Charpentier, 1857-1866, t. I, p. 248 et 262.

26 Les propos de Saint-Simon sur Dubois sont connus, les historiens de ce dernier les ont largement recensés (voir Pierre Bliard, *Dubois*, op. cit., passim et G. Chaussinand-Nogaret, *Le Cardinal Dubois*, op. cit., passim).

## II – La guerre et les finances

Revenons à la fin du mois d'août 1722. Dubois est nommé premier ministre et chargé de participer à l'éducation politique du roi. Pour faire face à ses nouvelles tâches pédagogiques, il mobilise immédiatement son réseau de collaborateurs et de proches afin de fabriquer des supports pédagogiques adaptés. Il se tourne tout naturellement vers les personnels des ministères, en particulier vers son fief politique, les Affaires étrangères : les commis qui y travaillent sont souvent des savants<sup>27</sup>. Plusieurs d'entre eux reçoivent la commande de rédiger abrégés et mémoires sous forme de cahiers explicitement conçus pour l'instruction du roi. En quelques semaines, parfois en quelques mois, ils s'exécutent. Les domaines essentiels de la fonction exécutive sont concernés : la guerre, les finances, la politique étrangère et les rapports entre le souverain et son premier ministre.

Concernant le fonctionnement du ministère de la Guerre, Dubois avait commandé un mémoire sur la question au secrétaire d'État à la Guerre, Le Blanc ; il le réclame le fatidique 26 août 1722 :

« Si vous avez fait travailler, Monsieur, à l'instruction sur ce qui concerne le ministère de la guerre que je vous ai demandée, si peu qu'il y en ait de fait, je vous prie de me le communiquer aujourd'hui et si cela n'est pas commencé, de vouloir bien y faire travailler sans perdre un moment. Si vous appliquez à cela M. Piquet et que vous ayez la bonté de voir chaque jour ce qu'il aura fait, je suis persuadé que je n'aurais rien à dire ni à attendre. Vous avez pris la juste idée de ce que je demande en faisant faire ce que vous croyez nécessaire pour instruire de ce qui regarde la guerre un fils si vous en aviez un. Il faut que cela soit très abrégé, clair et exact. Je vous prie d'être persuadé que personne Monsieur ne vous honore plus que je fais »<sup>28</sup>.

Instruire un roi comme on instruirait un fils de ministre : ce mot éclaire d'un trait la manière qu'avait Dubois de concevoir l'éducation princière, dépourvue désormais de l'unicité sacralisée de méthodes et de contenus qui avait été son lot pendant des siècles. Quant à l'homme que Dubois suggère à Le Blanc pour l'aider dans ce travail, un doute demeure. Dans une note manuscrite anonyme

27 Camille Piccioni, *Les premiers commis des Affaires étrangères aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, E. de Boccard, 1928 ; Jean-Pierre Samoyault, *Les bureaux du secrétariat d'État des Affaires étrangères sous Louis XV*, Paris, A. Pedone, 1971.

28 AAE, Affaires intérieures, 1252, 26 août 1722, Dubois à Le Blanc, fol. 94.

rajoutée à côté du texte rapportant la première séance de travail du 26 août, exemplaire conservé aux Archives des Affaires étrangères, on peut lire :

« Les mémoires sur les finances ont été rédigés par le sieur d'Ormesson et son intendant des finances ; ceux de la guerre par le sieur Briquet premier commis du département. Et ceux sur le royaume et les puissances par le sieur Le Dran, chef du dépôt des affaires étrangères »<sup>29</sup>.

Ces informations ont été reprises par Lemontey et, après lui, par tous les historiens qui sont revenus sur la question. En effet, Pierre de Briquet fut premier commis au ministère de la Guerre sous la Régence, après avoir été disgracié par Chamillart, et il est l'auteur d'un *Code militaire* que Louis XV conservait dans sa bibliothèque<sup>30</sup>. Il n'en reste pas moins que Dubois, dans sa lettre, écrit « Piquet », ce qui n'exclut pas Antoine Pecquet, commis du ministère des Affaires étrangères, homme de Torcy devenu créature de Dubois : on le retrouvera comme auteur de mémoires consacrés aux prérogatives des premiers ministres<sup>31</sup>. N'ayant pas trouvé trace de cette instruction militaire, j'ignore si elle a été rédigée et, encore moins, qui pourrait en avoir été l'auteur. Dubois avait aussi chargé un autre expert de la chose militaire de fournir des matériaux didactiques sur l'art de la guerre, le brave d'Hermand, dont M. Antoine signale les efforts pour fabriquer un « petit bagage » pour illustrer ce qu'était le service des armées et des recueils où se trouvaient dessinés et enluminés l'habillement, les drapeaux et les étendards de toutes les troupes<sup>32</sup>. Antoine ne mentionne pas cependant la lettre du même Hermand à Dubois du 18 décembre 1722 :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Éminence que je continue avec diligence les ouvrages que S.A.R. m'a ordonné pour faire connaître au Roy les principes de l'art de la guerre. Si vous avez la bonté Monseigneur de donner quelque attention à ce travail j'ose espérer que V.E. y trouverait de la satisfaction. En attendant, je la supplie très humblement de me faire la grâce de me marquer si elle a agréable que je lui rende compte du progrès de mes occupations. Quoique vous ayez Monseigneur pour Votre Sagesse fermé le temple de Janus pour maintenir

---

29 AAE, M.D, France, 139, fol. 178.

30 Pierre de Briquet, *Code militaire, ou Compilation des ordonnances des roys de France concernant les gens de guerre, par le Sr de Briquet*, Paris, Imprimerie royale, 1728.

31 Antoine Pecquet, « très instruit des affaires étrangères et ancien commis de ce bureau est tombé en apoplexie. Le Cardinal l'a pleuré ; il perd un bon second » (Mathieu Marais, *Journal de Paris*, je cite l'édition de Henri Duranton et Robert Grandroute, Saint-Etienne, 2004, t. II, p. 632, mars 1723).

32 M. Antoine, *Louis XV, op. cit.*, p. 120-121. Il s'agit probablement de Robert-Alexandre d'Hermand (†1739), colonel d'infanterie et ingénieur du roi, à qui l'on attribue un *Recueil. Drapeaux de l'Infanterie tant françoise qu'étrangère au service de la France, pour l'année 1721*, 1 vol. in-fol. de planches gravées et coloriées, conservé à la BnF.

la paix, il est nécessaire de savoir faire la guerre. Je joins ici l'épître qui donne une idée de l'ouvrage. Je suis... », etc. Signé d'Hermand.

Il s'agit probablement d'un ouvrage sur les drapeaux et les étendards en 22 volumes<sup>33</sup>.

Si les auteurs des mémoires militaires ne sont pas parfaitement identifiés, un doute analogue concerne les auteurs des mémoires financiers. La note manuscrite citée ci-dessus évoque le sieur d'Ormesson et son intendant des finances : Lemontey traduit avec une belle assurance « Fagon et d'Ormesson, intendants des finances »<sup>34</sup>, et les historiens suivants ont repris l'information telle quelle. Or, Henry François de Paule Lefèvre d'Ormesson (1681-1756) fut en effet désigné comme intendant des finances au printemps 1722, en compagnie de MM. de Gaumont, de Baudry, Le Pelletier de Signy et de Louis Fagon (1680-1744)<sup>35</sup>. Ce dernier n'était donc pas l'intendant de d'Ormesson et aucune autre source à ma connaissance ne le désigne comme l'auteur de ces mémoires, bien que la chose ne soit pas impossible en soi. Par ailleurs, beaucoup plus tard, Jean-Pierre-Louis de La Roche du Maine Luchet prétendra qu'ils ont été préparés par Pâris-Duverney et en donne également une intéressante table des matières<sup>36</sup>. Une fois de plus, la paternité de ces textes est incertaine. Quant à leur contenu, on dispose des analyses de Michel Antoine et de Joël Félix<sup>37</sup>. Un seul de ces mémoires est attribuable de manière plus précise : il s'agit du *Traité*

33 AAE, Affaires intérieures, 1253, fol. 108. Suit une courte épître imprimée, *Au Roy*, signé d'Hermand. Une note manuscrite rajoutée en bas de la page précise : « cet ouvrage contient 22 gros volumes ».

34 P.-E. Lemontey, *Histoire de la Régence*, op. cit., p. 75.

35 Françoise Mosser, *Les Intendants des finances au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Genève-Paris, Droz, 1978, p. 46.

36 « Le cardinal du Bois voyant approcher la majorité du roi se disposa à l'instruire de toutes les parties du gouvernement du royaume. C'est Monsieur Duverney qui est chargé de dresser une instruction sommaire sur les finances de France », texte suivi de la note en bas de page que voici : « Elle était divisée en quatre parties. La première traitait de la finance en général. La seconde des finances du royaume considérées du souverain aux sujets. La troisième des finances considérées du sujet au sujet. La quatrième des finances comparées aux états limitrophes et voisins. L'économie de cet ouvrage était distribuée dans un mémoire particulier. Le cardinal du Bois en recevait les cahiers à mesure qu'ils étaient composés. Il mourut avant qu'il fût achevé. Celui qui lui succéda dans la place de premier ministre n'y trouva pas sans doute des principes analogues aux siens. Messieurs de Montmartel et Duverney ne reçurent point ordre de l'achever. Je crois aussi que les auteurs avaient oublié qu'ils écrivaient pour un très jeune prince, l'ouvrage supposait des connaissances qu'il ne pouvait pas avoir acquises ; c'est l'écueil ordinaire de ceux qui instruisent » (*Histoire de Messieurs Paris*, s.l., 1776, p. 75).

37 M. Antoine, *Louis XV*, op. cit., p. 119-120 et Joël Félix dans le présent numéro.

*des domaines* de Louis-Nicolas Le Dran, qui mériterait peut-être une attention plus importante de celle qu'on lui a prêtée<sup>38</sup>.

Quoi qu'il en soit, Le Dran jouera un rôle décisif dans la préparation d'autres mémoires essentiels pour la formation politique de Louis XV. Chef du Dépôt des Affaires étrangères, il est le référent le plus important de Dubois et, sans doute, le plus prolifique<sup>39</sup>. C'est lui qui rédige une histoire de France destinée au roi; c'est lui qui coordonne le travail qui aboutit à une gigantesque histoire des relations internationales de la monarchie, étant l'auteur d'une partie des textes; c'est toujours lui qui formalise les idées de Dubois sur les fonctions et les prérogatives du premier ministre.

### **III – L'histoire de France et celle de l'Europe**

Les Archives des Affaires étrangères conservent un *Précis de l'histoire de France depuis son origine jusqu'à la fin du règne de Louis XIV*, rédigé en 1723, justement, par Le Dran<sup>40</sup>. Vu la date et l'auteur, on pense naturellement à une commande de Dubois en réponse à l'*Abrégé de l'histoire de France* de Fleury. Certains indices pourraient confirmer l'hypothèse, à commencer par le titre : non plus un « abrégé », mais un « précis », c'est-à-dire un manuel complet :

---

38 AAE, MD, France, 143, *Traité des Domaines, par M. Le Dran, « fait en 1722, 31 décembre, pour l'instruction du jeune roi Louis XV. », 131 folios*. Bien que les thèmes traités soient d'une complexité certaine, la présentation est claire, abrégée et précise et l'écriture lisible, comme il convient pour un usage pédagogique. Le mémoire est divisé en chapitres de taille différente, le but étant d'apprendre au roi de manière aussi exhaustive que possible la nature des revenus que la monarchie pouvait tirer de ses droits sur les différents types de propriétés et de domaines. Le texte est actualisé, des décisions prises de 1718 à 1721 sont évoquées. Voici la table des matières : fol. 1-37 verso *Baux, Régie et administration des domaines*; fol. 38-42 verso *Du Domaine du roi*; fol. 44-45 verso *Amortissements*; fol. 48-53 *Francs fiefs*; fol. 54-57 verso *Des personnes qui ne payent pas au Roy les droits seigneuriaux*; fol. 64-65 *Aydes de chevalerie Mariage ou Rançon*; fol. 66-66 verso *Rachats*; fol. 68-68 verso *Relief*; fol. 70-71 verso *Quints et Requints*; fol. 72-73 verso *Lods et ventes*; fol. 74-78 *Cens et rentes*; fol. 80-81 *Bois*; fol. 82-86 *Confiscation et amendes*; fol. 88-90 *Desherence*; fol. 92-93 *Bâtardises*; fol. 94-96 *Aubaine*; fol. 98-101 verso *Nouveaux aquests*; fol. 102-105 verso *Droit de créer notaires et tabellions*; fol. 108-110 verso *Juges des domaines*; fol. 112-117 *Contrôle des exploits*; fol. 118-124 *Petits sceaux des actes judiciaires et des rôles d'imposition*; fol. 126-130 verso *Observations sur les droits de domaine*. Un seul exemple suffira pour montrer l'effort de clarté pédagogique : « Les amortissements sont des droits que le roi prend sur les communautés séculières ou régulières qui acquièrent des terres ou seigneuries fiefées ou non fiefées, qui sont mouvantes du roi, ou de quelques autres seigneurs; ces sortes d'acquéreurs sont appelés des gens de mainmorte, parce que les communautés ne meurent point et font un corps qui subsiste toujours en entier, quoiqu'il en soit pas de même des parties qui la composent. Ce droit par l'ordonnance de Charles 6 du mois d'octobre 1422 est du tiers du prix de la terre acquise » (fol. 44).

39 Il s'en vantait dans sa vieillesse, voir AAE, Personnel, 1<sup>re</sup> série, Dossier Le Dran, fol. 211.

40 AAE, MD, France, 1, 1 vol. in-4<sup>o</sup>, 127 folios.

l'histoire de France y est traitée des origines jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ce qui tranche singulièrement avec l'incomplétude de l'ouvrage de Fleury.

Pourtant, la comparaison si prometteuse entre les deux ouvrages n'est pas tout-à-fait possible. Une note manuscrite écrite en haut à droite du premier feuillet précise : « fait en 1723, décembre 31, par M. Ledran chef du dépôt des affaires étrangères »<sup>41</sup>. On est bien obligé d'y prêter foi, faute d'autres renseignements. Il est probable qu'il s'agisse en effet d'une commande de Dubois, qui ne fut pas achevée avant sa mort. Disposait-il de quelques cahiers qu'il put lire au roi? Impossible à dire. Louis XV gardera toute sa vie, auprès de lui, l'*Abrégé* de Fleury, alors que ce manuscrit fut oublié dans les archives des Affaires étrangères<sup>42</sup>. Par ailleurs, la lecture de ce mémoire n'est pas de nature à convaincre que le jeune roi y aurait mieux appris l'histoire que sur l'ouvrage de Fleury. Les 127 feuillets (252 pages), contiennent une histoire chronologiquement complète. Divisé en trois parties, correspondant aux trois races des rois de France, ce précis n'est qu'une chronique qui relate uniquement les événements concernant les personnes royales : alliances, mariages, traités diplomatiques, batailles. Rien n'est dit des ministres, presque rien de la noblesse voire des différentes institutions de la monarchie. Sans renoncer à évoquer le mythique roi Pharamond, il raconte les origines de la monarchie comme la conséquence de la conquête de Clovis et de ses Francs sur les Gaulois, sur le modèle du germanisme royal du père Daniel<sup>43</sup>. La cruauté et la fainéantise des rois mérovingiens sont montrées sans voiles, attitude courante dans l'historiographie de l'époque, notamment celle destinée aux souverains. Ces listes interminables de rois, princes et princesses que Le Dran aligne expriment probablement l'intention de faire de l'histoire la plus ancienne de la monarchie, caractérisée par l'absence de règles claires de succession à la couronne, un repoussoir. Par ailleurs, les maires du Palais (ancêtres des premiers ministres?) sont présentés comme les sauveurs de la monarchie. Pépin notamment convoque à Soisson en 751 les évêques et les grands des trois royaumes,

41 *Ibid.*, fol. 1.

42 Au texte original, rédigé par un copiste professionnel, sont ajoutées en marge de nombreuses remarques et corrections qui datent des années 1760 (voir, par exemple, fol. 2, où il est question de l'histoire de France de Velly dans l'édition 1755, mais aussi fol. 9 *et passim*): rien ne permet d'identifier l'auteur de ces remarques.

43 Ce dernier est cité dès le fol. 1. Sur le germanisme royal voir Diego Venturino, « Les déboires d'une historiographie toute monarchique. Le romanisme aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » in Chantal Grell, Marc Fumaroli (dir.), *Historiographie de la France et mémoire du royaume au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Champion, 2006, p. 89-167.



qui « résolurent d'une commune voix de [le] prier d'accepter le titre de roi »<sup>44</sup>. La légitimité de la nouvelle dynastie est fondée sur les capacités politiques de ses fondateurs, la main de Dieu n'est pas évoquée. Charlemagne ne mérite aux yeux de Le Dran aucun développement particulier; le passage de la seconde à la troisième race se fait par translation : Louis V, roi fainéant et mort sans enfants, désigne « pour son successeur au royaume de France Hugues Capet fils de Hugues le Blanc, petit-fils du roi Robert et petit-neveu du roi Eudes »<sup>45</sup>. Le récit événementiel aplatit les personnalités des rois, et même les pages sur Louis IX sont succinctes et d'une grande banalité. Aucune véritable crise ne vient émailler la narration. L'histoire moderne n'échappe pas à la démarche générale, hormis une attention accrue aux traités d'alliances et aux relations diplomatiques, domaines beaucoup plus proches des compétences de Le Dran. Certes, la perspective germaniste, la relative indifférence aux origines divines de la monarchie et la polémique, si actuelle à l'époque de la Régence, du respect des règles de dévolution de la couronne, font de cette compilation un ouvrage moins fade que celui de Fleury. Reste à comprendre comment un tel ouvrage, tout de même très indigeste, pouvait être utilisé, s'il l'a été, dans une véritable pratique pédagogique<sup>46</sup>.

Autrement plus importants sont les *Mémoires historiques et politiques sur les principales puissances de l'Europe relativement à la France, 1722*<sup>47</sup>. Énorme travail d'environ 900 pages, ils contiennent 21 cahiers séparés, reliés en suite et numérotés de façon continue, chacun d'eux portant sur un État européen. Ce qui donne la table des matières suivante : Empire d'Allemagne, Empereurs d'Allemagne, Angleterre, Bavière, Bohême, Brandebourg, Cologne, Danemark, Espagne, Hollande, Lorraine, Mayence, Palatin, Pologne, Portugal, Russie, Saxe, Suède, Suisse, Trèves, Turcs. Chaque cahier est intitulé selon la même

44 AAE, MD, France, 1, cit., fol. 14 verso.

45 *Ibid.*, fol. 38.

46 Un autre manuscrit de Le Dran, au titre prometteur, n'apporte toutefois aucune information significative sur l'éducation politique de Louis XV : *Sur le gouvernement du royaume de France sous la régence du prince Philippe, petit-fils de France, duc d'Orléans, après l'avènement du roi Louis XV au trône à l'âge de cinq ans et demi, le 1<sup>er</sup> septembre 1715, jusqu'en 1726, par N.-L. Le Dran, chef du Dépôt des Affaires étrangères au Vieux Louvre* (AAE, MD, France, 139, 1715-1726, 1 vol. in-4°, 236 folios).

47 AAE, MD, France, 491, 1 vol. in-fol., 449 folios. Dubois avait très brièvement annoncé un ouvrage de ce genre dans son *Plan d'éducation rédigé pour le duc de Chartres* : « À l'égard de l'histoire particulière des États voisins, il [le prince] doit apprendre seulement ce qui a donné occasion aux principaux changements qui y sont arrivés et aux choses qui marquent leurs intérêts avec la France » in G. Chaussinand-Nogaret, *Le cardinal Dubois, op. cit.*, p. 225.

formule : *Mémoires historiques et politiques sur les roys d'Espagne relativement à la France. Pour l'instruction du roy en l'année 1722* (fol. 2-89); *Mémoires historiques et politiques sur les roys du Portugal relativement à la France. Pour l'instruction du roy en l'année 1722* (fol. 92-113), etc. L'écriture parfaitement lisible, les lignes espacées, les propos simples et clairement agencés rendent ces cahiers d'utilisation pédagogique aisée.

Pour composer en quelques semaines, dans le courant de l'automne-hiver 1722-1723, un ouvrage si conséquent, Le Dran a eu recours, on peut l'imaginer, à quelques collaborateurs. Le seul sur lequel nous sommes renseignés est illustre, car il s'agit de l'abbé Jean-Baptiste Dubos, une des plumes les plus acérées et les plus habiles au service du ministère des Affaires étrangères du temps de Torcy<sup>48</sup>. Définitivement tourné vers une vie d'érudit et d'académicien après la mort de Louis XIV, il reste en contact avec les hommes du ministère et notamment avec le nouveau titulaire. Ainsi devient-il un proche de Dubois, qui l'interroge et le consulte maintes fois sur l'histoire des traités et le cérémonial diplomatique. Savant distingué, spécialiste notamment de l'organisation juridique de l'Empire allemand, Dubos est aussi convié à participer à l'instruction politique du roi. Le cardinal lui demande d'abord de corriger des cartes qu'il utilisait avec le duc de Chartres et qu'il souhaitait utiliser avec Louis XV<sup>49</sup>. Ensuite, c'est bien de commandes concernant l'histoire diplomatique qu'il s'agit. Le 6 octobre 1722, Dubois écrit à Dubos : « je prie Monsieur l'abbé Dubos de travailler à un mémoire pour donner une idée générale mais précise de l'empire d'Allemagne et de ce qui le compose. On travaillera dans la suite à des mémoires particuliers sur chaque puissance d'Empire. C'est la prière que je lui fais »<sup>50</sup>. Outre le mémoire sur l'Empire en général, à quels autres textes a-t-il travaillé? Il est certain qu'il aide l'équipe au travail : le 27 novembre 1722, Dubois à Dubos : « Je vous prie, mon cher abbé, de nous

48 Alfred Lombard, *L'abbé Dubos. Un initiateur de la pensée moderne (1670-1742)*, Paris, Hachette, 1913, p. 144-162.

49 Dans une lettre datée de 1722, le cardinal écrit à Dubos : « je me suis servi autrefois pour les études de M. le duc d'Orléans dans son enfance des différentes tables ajustées sur les tables géographiques dont je voudrais bien pouvoir me servir aujourd'hui pour l'instruction du Roy, mais en jetant les yeux dessus j'ai remarqué que ces tables sont défectueuses en plusieurs endroits, tant parce qu'il est arrivé de grands changements depuis qu'elles ont été faites que parce que je pouvais ne pas être assez bien instruit alors. Ce qui m'engage Monsieur à vous prier [...] de vouloir bien après cela parcourir les trois tables que je vous envoie et les corriger dans les endroits qui sont défectueux » (Alfred Lombard, *La correspondance de l'abbé Du Bos (1670-1742)*, Paris, Hachette, 1913, p. 65). À cette lettre sont jointes les tables à corriger; Lombard précise « il s'agit de savoir l'ordre exact des dix cercles de l'Empire » (*ibid.*).

50 *Ibid.*, p. 66.

faire chercher le meilleur des livres qui ont été faits sur les usages de la Pologne et sur les règles de la diète générale de ce royaume »<sup>51</sup>. Une dernière lettre connue permet enfin de savoir que la rédaction des mémoires diplomatiques se continue aussi au début de 1723 et que Dubos est sans doute l'auteur de celui consacré aux États allemands. Dubois à Dubos, le 21 janvier 1723 : « Je crois Monsieur que le mémoire général sur les intérêts de la France avec tout l'empire doit être suivi d'un second mémoire des intérêts de la France avec l'empereur et la maison d'Autriche. Je vous prie de faire sur ce dernier comme vous avez fait sur le premier »<sup>52</sup>. L'attribution à l'abbé de deux cahiers est donc certaine<sup>53</sup>. Les fortes compétences de Le Dran et de Dubos sur les sujets diplomatiques font de ces mémoires sur les puissances de l'Europe un outil pédagogique de premier ordre.

D'autant plus que l'ensemble est plutôt cohérent. Chaque cahier est composé d'après un modèle normé qui prévoit cinq étapes : un court rappel de l'histoire la plus ancienne de chaque entité politique considérée ; une analyse assez détaillée des relations diplomatiques avec la monarchie française, toujours plus détaillée au fur et à mesure que l'on s'approche du temps présent ; un tableau de la situation européenne après les traités d'Utrecht et Rastadt ; les perspectives actuelles des relations diplomatiques. Certes, la rédaction par État séparé produit des répétitions inévitables (on revient une vingtaine de fois sur les mêmes guerres ou les mêmes traités), mais cela reste un choix pédagogique qui se tient.

Ces cahiers donnent à apprendre une véritable histoire générale de l'Europe. Bien que succinct et largement événementiel, le propos n'est jamais allusif ; on expose avec clarté les grandes lignes des institutions des différents pays<sup>54</sup>, le style est adapté aux capacités d'un adolescent, dont on ménage la sensibilité le

---

51 *Ibid.*, p. 67.

52 *Ibid.*, p. 67.

53 *Mémoires historiques et politiques sur les Empereurs d'Allemagne relativement à la France. Pour l'instruction du roy en 1722*, fol. 186-231 ; *Mémoires historiques et politiques sur l'Empire d'Allemagne. Pour l'instruction du roy en 1722*, fol. 301-316, AAE, MD, France, 491, *op. cit.*

54 Voir l'exemple des institutions polonaises, *ibid.*, fol. 174-176 ou celles de l'Empire, *ibid.*, fol. 301-316.

cas échéant<sup>55</sup>. Pas de raisonnements complexes, les bons et les méchants sont identifiés, les rois de France étant toujours dans leur droit et pouvant compter sur l'appui de leurs peuples<sup>56</sup>. Informations précieuses pour un roi de 13 ans obligé de s'orienter dans le passé et le présent des relations internationales. Il pourra y apprendre des détails sur les relations diplomatiques de l'époque médiévale<sup>57</sup>, sur les traités de caractère colonial signés par Louis XIV<sup>58</sup>, sur les généalogies croisées entre tous les princes d'Europe et les rois de France, enjeu si important de la diplomatie d'Ancien régime, sur les prétentions territoriales des Français<sup>59</sup>, ou enfin sur l'actualité diplomatique.

L'argumentaire des mémoires n'est pas politiquement innocent, tant s'en faut. La sauvegarde de la paix était à l'ordre du jour et Louis XIV avait bien renié ses années de gloire militaire et d'agressivité. Par conséquent, il fallait apprendre au nouveau roi qu'à toutes les époques les rois de France ont toujours été des rois pacifiques, disposés à négocier et obligés à la guerre uniquement pour se défendre. En somme, les rois de France n'ont mené que

55 Sur le meurtre du duc de Guise, on prend des précautions de langage pour ne pas troubler le jeune roi : « le roi Henri III ayant enfin pris en 1588 la résolution de se défaire de ce seigneur [le duc de Guise] qui osait partager l'autorité royale et qui lui avait même donné la loi en plusieurs rencontres » (*ibid.*, fol. 23 verso-24). Les deux massacres les plus épouvantables effectués par l'armée française à l'époque moderne, ceux du Palatinat, sont traités en passant : en 1672, le prince palatin entre en guerre contre la France. « sous prétexte de quelque désordre que les troupes de France avaient fait dans le Palatinat » (*ibid.*, fol. 366); Louis XIV « envoya en Allemagne vers la fin du mois de septembre 1688 Louis le Dauphin de France, fils de Sa Majesté, à la tête d'une armée qui après avoir pris Philisbourg s'empara de tout le Palatinat et le ravagea entièrement » (*ibid.*, fol. 369 verso).

56 « La dureté de ces propositions [des alliés] inspira de l'horreur à tous les Français. Louis XIV les rejeta avec indignation. Il rappela de Gertruidenberg ses plénipotentiaires à la fin de juillet 1710 et il trouva dans le zèle de ses peuples de nouvelles ressources pour continuer une guerre préférable à la paix honteuse qu'on prétendait le forcer d'accepter » (*ibid.*, fol. 62). Voir aussi à propos de François I<sup>er</sup> après Pavie, fol. 194 verso.

57 « Louis le Débonnaire empereur et roi de France leur [aux Espagnols] enleva la Catalogne et cette province fut gouvernée dans la suite par des comtes sous l'autorité des rois de France et de ses successeurs » (*ibid.*, fol. 2 verso-3).

58 « Il était survenu en Amérique quelques contestations entre les Français et les Portugais dans la province de Maragnan au nord du Brésil au sujet de la possession des terres du cap du nord situées entre l'île de Cayenne et la rivière des Amazones. Après plusieurs hostilités commises de part et d'autre dans ces pays éloignés, Louis XIV et le roi du Portugal Pierre second convinrent d'un traité le 4 de mars 1700 » (fol. 108 verso). Suit le détail des clauses de ce traité, fol. 109-110.

59 Le roi François I<sup>er</sup> avait conquis en 1515 « l'état de Milan qui lui appartenait comme arrière petit fils de Valentine de Milan » (*ibid.*, fol. 14), et avait même espéré se faire élire empereur.

des guerres justes, comme le prouve la guerre de Hollande, bien entendu<sup>60</sup>. En même temps, ils ont été aussi légitimement amenés à agir selon la raison d'État : on est loin de Saint-Louis<sup>61</sup>.

Quant aux rapports de force européens et aux alliances possibles pour la France, l'empreinte de Dubois est évidente. Nous ne savons pas si l'absence des états italiens, voire de l'état pontifical, est un choix délibéré, le résultat d'un jugement sur le peu d'importance stratégique de l'espace italien dans la politique étrangère de la France, ou bien plus trivialement d'un manque de temps : le fait est là. Le réseau d'alliés et d'ennemis de la France que dessinent les mémoires est celui de Dubois. Du côté des alliés, l'Angleterre d'abord<sup>62</sup>, avec les États allemands traditionnellement proches de la France comme la Bavière ou l'électorat de Cologne<sup>63</sup>. L'empire ottoman est considéré comme un partenaire commercial, mais non plus politique<sup>64</sup>. Du côté des ennemis, on trouve les Habsbourg (aussi bien en tant que chefs des États autrichiens qu'empereurs) ainsi que le Palatinat ou la naissante puissance prussienne. L'histoire des relations avec l'Espagne est particulièrement détaillée et tend

60 En 1622, Louis XIII avait aidé les Provinces Unies en révolte contre les Espagnols, mais elles « furent cependant peu reconnaissantes de l'obligation qu'elles auraient à la France du maintien de leur liberté; elles firent séparément leur paix avec l'Espagne au congrès de Munster en 1648, quoiqu'il eut été convenu par plusieurs traités d'alliance entre le roi et la république de ne conclure la paix que conjointement et le roi blessé de cette ingratitude rappela de Hollande son ambassadeur »; en 1662, le roi de France « ayant bien voulu oublier les sujets de plaintes que les Provinces unies lui avaient donnés, il conclut avec elles un traité de renouvellement des anciennes alliances. Il se porta même pour leur seul intérêt à déclarer en 1666 la guerre au roi d'Angleterre » (*ibid.*, fol. 137 verso-138); pendant que Louis XIV aidait les Provinces Unies contre l'Angleterre, la Hollande « prit secrètement des engagements contraires aux intérêts de la France avec l'Angleterre et la Suède pour empêcher le roi de France de faire valoir dans toute leur étendue les droits que la reine Marie Thérèse avait sur une partie des Pays Bas espagnols ». Louis XIV fit semblant de ne pas connaître les manigances des Hollandais, mais au cours des années suivantes ces derniers « se vantaient d'avoir arrêté ses conquêtes » et « ils faisaient courir des écrits et des médailles pour attaquer sa gloire et inspirer des défiances de ses desseins, il résolut de les punir de leur ingratitude présomptueuse, leur déclara la guerre en 1672 » (*ibid.*, fol. 136 verso-138 verso).

61 « Quoique ce prince [François Ier] fût très zélé pour la religion catholique et qu'il punit sévèrement les hérétiques dans son royaume, il fit cependant par raison d'Etat une ligue défensive avec les protestants d'Allemagne, après les avoir exhortés à se réunir à l'Eglise, et il jugea que l'intérêt de ses peuples ne lui permettait pas d'omettre de fomenter cette division dans l'Empire dont la puissance devenait de plus en plus redoutable pour la France » (*ibid.*, fol. 198; voir aussi *ibid.*, fol. 267 verso).

62 La paix entre l'Angleterre et la France est la situation ordinaire, la guerre l'exception : c'est là le leitmotiv de ces pages (fol. 116-130). Si la guerre de Cent Ans est rapidement expédiée, les traités de paix sont largement décrits. La « bonne intelligence » entre les deux pays est constamment soulignée.

63 Certains cahiers sont plutôt bâclés, tels ceux consacrés à la Suède, au Danemark ou à la Bohême : signe, peut-être, que Dubois ne considérait plus certaines puissances comme stratégiquement significatives pour la France. Ou bien, autre hypothèse, Le Dran ne trouva aucun spécialiste capable de rédiger un texte à la hauteur des attentes.

64 *Ibid.*, fol. 267 verso.

à montrer l'hostilité séculaire de cette monarchie vis-à-vis de la France : une alliée possible, mais à laquelle il ne faut pas trop se fier, malgré l'existence d'un roi Bourbon à Madrid, dont on donne par ailleurs le texte de sa renonciation au trône de France<sup>65</sup>; les événements houleux du temps sont aussi traités, de la Triple Alliance à la guerre contre l'Espagne et aux conflits avec Alberoni<sup>66</sup>. Les mêmes réserves sont exprimées par rapport aux Provinces-Unies qui, après la guerre de succession d'Espagne, ne sont plus des alliés tout à fait fiables<sup>67</sup>, ou bien par rapport aux Cantons suisses<sup>68</sup>. Bref, Louis XV pouvait suivre à la fois les anciennes vicissitudes de la diplomatie européenne de l'époque de Charlemagne et l'actualité la plus brûlante. Sans le savoir, il entendit aussi parler de son futur beau-père<sup>69</sup>.

La somme des informations tirées de ces mémoires fut sans doute plus formatrice pour Louis XV que l'orientation politique qu'on voulait lui transmettre. La carte politique de l'Europe que Dubois et ses collaborateurs avaient proposée au roi et les impératifs diplomatiques qu'elle contenait n'auraient pas dû prédisposer le souverain au renversement des alliances des années 1760. Louis XIV ne suivit pas le cardinal non plus à propos de ses leçons sur le rôle du premier ministre dans une monarchie absolue bien ordonnée.

65 *Ibid.*, fol. 67 et suiv.

66 Dans le cahier consacré à l'histoire d'Espagne, on constate l'existence d'un ajout peut-être du même Le Dran dans lequel on fait état d'événements datés de 1725 (*ibid.*, fol. 87 et suiv.); dans tous les autres cahiers, le récit s'arrête en 1720-1721.

67 « L'appréhension qu'elles ont de s'engager dans de nouvelles guerres a paru dans la manière dont elles ont éludé d'entrer dans la quadruple alliance conclue à Londres le 27 août 1718 pour parvenir au rétablissement de la paix entre l'Empereur et le roi d'Espagne » (*ibid.*, fol. 141 verso).

68 « Louis XIV fit dans les mois suivants [mai 1715] quelques tentatives pour engager les Cantons protestants à entrer dans le traité d'alliance perpétuelle qu'il venait de conclure avec les Cantons catholiques; mais il ne les y trouva pas disposés, et quoiqu'il ait paru depuis l'avènement du roi à la couronne que leurs prétentions contre la France se soient affaiblies, ils n'ont point encore repris leurs premiers sentiments pour la couronne et leurs dispositions ne sont point encore telles qu'il serait à souhaiter pour les conduire au renouvellement des anciennes alliances » (*ibid.*, fol. 298-298 verso).

69 Charles XII fait élire Stanislas Leszczyński en 1704 roi de Pologne, Auguste fut obligé d'abdiquer en 1706. « Le roi Stanislas soutenu par la Suède se maintint durant trois ans nonobstant le soulèvement de plusieurs seigneurs qui s'étaient confédérés à Sentir contre son élection, mais le roi de Suède ayant perdu son armée contre les Moscovites à la bataille de Poltava au mois de juillet 1709, le roi Stanislas ne put se soutenir contre la révolution générale, qui ramena la plupart des Polonais à l'obéissance de leur premier roi : le roi Stanislas se retira donc en Turquie où le roi de Suède s'était sauvé avec de faibles débris de son armée. [...] Le roi Stanislas se retira cette même année [1714] dans le Duché des Deux Ponts, qui appartenait au roi de Suède, son protecteur; la mort de ce prince arrivée en 1718 a fait tomber entièrement ses espérances, et il n'a été nullement question de ses intérêts dans les traités qui ont depuis rétabli la paix dans le nord » (*ibid.*, fol. 183-4 verso). Aux yeux du petit Louis, Stanislas n'était qu'un prince malheureux, dont la puissance dépendait des armées étrangères.

## **IV – Le premier ministre? Un chef de cabinet**

Les Français d'Ancien Régime aimaient la solitude du pouvoir royal. La toute puissance du roi, à l'instar de celle de Dieu, ne saurait tolérer des associés ni être exercée par d'autres que lui. Lorsque cela se produisait, la royauté perdait son âme et courait le risque de déchoir. Les rois fainéants incarnèrent cette déchéance dans l'historiographie, et firent l'unanimité contre eux; à l'opposé, Louis XIV, déclarant en 1661 vouloir gouverner seul, incarne cette solitude retrouvée, gage de force, de stabilité politique, de justice, bref de légitimité indiscutable.

L'acte de Louis XIV fige un paradigme de la culture politique française d'époque moderne. Même les opposants, notamment nobiliaires, seront farouchement hostiles à la figure du premier ministre, instrument du diable, qui transforme le pouvoir du souverain en pouvoir tyrannique d'un parvenu. Bref, la figure du premier ministre est universellement exécrée.

Après Mazarin, la question semblait close. Pourtant, de 1722 à 1726 et pour la dernière fois, la monarchie connut le retour de cette institution honnie : trois premiers ministres vont se succéder (Dubois, Philippe d'Orléans et le duc de Bourbon); Fleury ne le sera jamais, officiellement, ni aucun ministre après lui, et ceci jusqu'au début du dix-neuvième siècle.

Soixante ans après la mort de Mazarin, le souvenir des prérogatives et des préséances dont bénéficiait un premier ministre s'était largement perdu. Dès 1722, Dubois se préoccupe d'assembler le plus d'informations possible à ce sujet, en puisant dans les exemples historiques de quoi fonder ses prétentions. Le même mouvement qui le pousse à demander de l'aide pour instruire le roi l'incite à s'adresser à des historiens, des juristes, des hommes mêmes du ministère des Affaires étrangères pour chercher des lumières. Il reçoit un

nombre conséquent de réponses qui mériteraient d'être mieux recensées et mieux connues<sup>70</sup>.

Parmi ces mémoires, un sort du lot, visiblement conçu à l'intention du Régent, mais ensuite utilisé pour l'instruction du roi, intitulé *Fonctions du premier ministre* et daté du 23 août 1722<sup>71</sup>. On ne sait pas s'il fut aussitôt connu par Philippe d'Orléans. Probablement pas, car dans un ensemble de mémoires qui lui furent présentés quelques mois après, en octobre 1723, on le résume et on le commente. Dans la suite des *Notes fournies par Le Dran au cardinal Dubois, sur les attributions des premiers ministres et en particulier des cardinaux premiers ministres*<sup>72</sup>, on trouve en effet des observations sans titre sur les fonctions du premier ministre qui reproduisent l'essentiel du mémoire daté du 23 août 1722. Seulement, cette fois-ci, une note manuscrite signale sur le premier feuillet : « Lu à S.A.R. le 14 octobre 1722 »<sup>73</sup>. Sur un sujet décisif, Dubois fait la cour au Régent par Le Dran interposé.

Celui-ci félicite le Régent de l'établissement d'un principal ministre, garant à la fois de son autorité et de celle du roi mineur. Seulement, pour éviter que cet acquis ne soit perdu et que le roi, après la majorité, ne choisisse un autre premier ministre sans bien savoir quelles sont ses véritables prérogatives, l'auteur propose un plan pour rendre celles-ci invariables et définitives, s'appuyant sur l'exemple de Richelieu et de Mazarin. En vérité, cette référence

70 Le manuscrit AAE, Affaires intérieures, 1252 (1722 août-septembre) contient des mémoires sur cette question que le rédacteur de l'inventaire a ainsi résumé : *Le cardinal Dubois premier ministre ; mémoire sur sa nomination*, par M. Pecquet. *Différents mémoires sur la charge de premier ministre, rédigés d'après les recherches de Clérambault, d'Héricourt, Godefroy, Le Grand, de Targny, Marion, du P. Daniel, etc.* Plus précisément, il s'agit des mémoires suivants : fol. 18-21, *Le cardinal Dubois premier ministre ; mémoire sur sa nomination*, par M. Pecquet (daté 15 août 1722 et adressé au Régent) ; fol. 53-74 *Titres constitutifs de la qualité de Premier Ministre*, daté du 23 août 1722 (ensemble décousu de notes et de fiches de travail) ; fol. 139 : lettre de l'abbé Raguet à Dubois du mois de septembre 1722 où il communique à Dubois qu'il cherche toujours des matériaux afin de rédiger un mémoire établissant les procédés réciproques entre les premiers ministres et les cours souveraines, et qu'il avait rencontré Tournemine et M. d'Héricourt à cette fin, les deux se déclarant disponibles à faire des recherches sur le sujet et en communiquer les résultats à Dubois ; fol. 141-142 verso : longue lettre de M. de Clairambault à Dubois du 1<sup>er</sup> septembre 1722 : « J'ai fini Monseigneur les recherches que V.E. m'avait ordonnées par rapport aux fonctions des 1<sup>ers</sup> ministres, particulièrement sous les cardinaux de Richelieu et de Mazarin » (fol. 141). Voir aussi *Divers mémoires dressés par ordre de M. le Cardinal Du Bois, sur sa fonction de sa charge de premier ministre du royaume de France*, BnF, mss. fol. 26135 (mss de la bibliothèque de M. le président Bouhier).

71 AAE, Affaires intérieures, 1252, fol. 67-71 verso.

72 AAE, Affaires intérieures, 1253, 1722, fol. 7-82 : il s'agit d'une compilation datée d'octobre 1722 composée de plusieurs pièces donnant les informations factuelles sur les prérogatives, les préséances et l'organisation du travail ministériel au temps de Richelieu et de Mazarin.

73 *Ibid.*, fol. 99-105. Quelques passages de ce mémoire ont été publiés dans C.-L. de Sevelinges, *Mémoires secrets*, op. cit., t. II, p. 300-306.



aux cardinaux-ministres est de pure forme, et le plan proposé n'a que peu de ressemblances avec leur exercice du pouvoir. Avant de décrire ce plan de Dubois, il faut enfin préciser qu'un autre exemplaire de ce mémoire sur les *Fonctions du premier ministre* est conservé aux Archives des Affaires étrangères et fait partie d'une autre commande visiblement passée à Le Dran sur la même question mais en mars 1723<sup>74</sup>. Cette seconde date est importante, car en février le roi était devenu majeur et il est fort probable que Dubois ait voulu lui proposer ce texte dont la teneur était parfaitement compatible avec les capacités d'un adolescent de treize ans.

Le Cardinal Dubois était un tenant convaincu de l'absolutisme. Aucun doute ne freinait son hostilité vis-à-vis des États généraux ou des prétentions politiques des parlements<sup>75</sup>. Opposé aux tentatives de libéralisation du système par le Régent à l'époque de la Polysynodie, son ascension au pouvoir coïncidait avec le retour à l'administration louis-quatorzienne des secrétaires d'État. Immensément ambitieux, rien ne laisse néanmoins penser qu'il envisageait d'exercer un pouvoir comparable à celui des cardinaux ses prédécesseurs.

Par ce mémoire, il voulait plutôt convaincre le Régent et le roi que l'existence d'un premier ministre aux côtés de l'un (pour le temps qui restait de la Régence), et aux côtés de l'autre (pour la durée du règne), ne risquait pas de diminuer leur pouvoir absolu respectif, mais bien de le renforcer. Son modèle de premier ministre vise plutôt à institutionnaliser une sorte de chef de l'admi-

---

74 *Mémoire sur les fonctions des premiers ministres, rédigé, sur l'ordre du cardinal Dubois (1723), par Le Dran*, AAE, MD, France, 4, fol. 141-146, qui comprend : fol. 1-140, une compilation intitulée *Des seigneurs ou ministres qui ont paru honorés de la faveur et la plus intime confiance des roys de France depuis Hugues Capet*, la liste s'arrêtant à Henri III ; et fol. 141-146 *Fonctions du premier ministre*. En haut à gauche du fol. 141 on peut lire « fait pour le cardinal Dubois, mars 1723 ».

75 G. Chaussinand-Nogaret publie un *Mémoire de l'abbé Dubois sur les États Généraux* in *Le Cardinal Dubois*, op. cit., p. 236-238. Par ailleurs, Chambrier écrit le 15 septembre 1722 à Frédéric Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse : « Tous les jours le cardinal Dubois se rend au petit lever du Roy, et là en particulier il lui rend compte de plusieurs choses, on assure qu'il n'oublie pas de lui en insinuer qui ne sont pas favorables pour le Parlement. Je sais de bon lieu que le cardinal Dubois en parlant au Roy en dernier lieu du parlement dit qu'il se conduisait comme si ce pays était l'Angleterre ou la Pologne voulant insinuer par là qu'il ne convient pas à l'autorité royale de permettre que ce corps prenne de pareilles licences. Soit que le cardinal continue de bonne foi à servir M. le Duc d'Orléans, soit qu'il prenne dans la suite d'autres idées, il lui convient parfaitement d'inspirer au Roy de l'aversion pour le Parlement parce qu'un corps comme le parlement est toujours un obstacle à l'autorité des ministres, principalement à celle d'un premier ministre qui ordinairement veut faire toutes choses avec plus d'autorité que lorsqu'il n'y a que des secrétaires d'Etat » (AAE, Correspondance politique, Prusse, vol. 70, 1721 à 1723, janvier-mars, fol. 242 et 242 verso). Un des exemplaires manuscrits des *Réflexions sur l'histoire de France, ensemble les assemblées des Parlements et des Etats Généraux* du comte de Boulainvilliers conservé à la BnF, Naf 95 est relié « aux armes du Cardinal Dubois ».

nistration aux compétences politiques limitées, n'outrepassant pas celles d'un chef de cabinet (que l'on me pardonne l'anachronisme) au service du prince.

Loin d'être un écran entre le souverain et son administration, ce genre de premier ministre permettrait à la volonté souveraine de s'exercer sans entraves et selon des automatismes uniformes, c'est-à-dire de manière parfaitement absolue :

« Le premier ou principal ministre est le canal immédiat par où le prince fait passer aux sujets toutes ses volontés, et par où les sujets doivent parvenir au prince ; la différence qu'il pourrait y avoir entre un principal ministre et les autres ministres ordinaires, c'est que ceux-ci n'ont qu'une autorité déterminée et limitée aux choses qui dépendent de leur emploi, et aux provinces qui sont dans leur département, au lieu que l'autorité du principal ministre s'étend sur tous les ordres de l'État, et par conséquent sur tous les ministres. [...] Il ne doit y avoir aucune partie du gouvernement qui ne corresponde uniformément au principal ministre »<sup>76</sup>.

Par ailleurs, « si le premier ministre est le seul organe du Prince pour toute sorte d'affaires, il doit être aussi le seul canal à qui l'on s'adresse pour toutes les Grâces » : c'est bien là l'essentiel de son pouvoir<sup>77</sup>.

Ainsi, le roi pourrait régner et en même temps gouverner en s'appuyant sur le labeur préparatoire d'un homme qui déchargerait le roi du détail des affaires, lui permettant de prendre de la hauteur politique. Le premier ministre coordonnerait le travail des différents ministres et rendrait compte au souverain de la moindre décision :

« Cet ordre réunit à un centre nécessaire toutes les parties du gouvernement sur les mêmes principes, empêche qu'aucun ministre ni ordonnateur ne s'éloigne de l'intérêt commun et de l'arrangement général de l'État, et ne s'écarte des bornes qui lui sont prescrites. [...] Par cet arrangement, toutes les affaires du gouvernement sont expédiées sans délai, sans contradiction et sans division de sentiments et de résolutions, et le roi est extrêmement informé et en peu de temps par S.A.R. et par le premier ministre de la suite et de la liaison de toutes les affaires de l'État »<sup>78</sup>.

L'uniformité des procédures de décision et la rapidité d'exécution garantiraient une rationalité administrative accrue, renforçant l'autorité absolue. À l'ancienne place d'arbitre des diverses puissances ministérielles, dans un univers de contrepoids liés aux coteries, fidélités et clientèles, Dubois propose

76 AAE, Affaires intérieures, 1253, *op. cit.*, fol. 100-101.

77 *Ibid.*, fol. 105.

78 AAE, MD, France, 4, *Sur les fonctions de premier ministre*, fol. 143 verso et fol. 145-145 verso.

au souverain de n'avoir qu'un seul interlocuteur institutionnalisé, maître du travail des ministres réduits à un rôle d'exécutants sans presque d'autonomie politique. Le premier ministre centraliserait les différentes informations et les intégrerait dans une vision d'ensemble, afin de permettre au souverain d'exercer son autorité de la manière la plus absolue possible, c'est-à-dire en pleine connaissance de cause. Si ce modèle de premier ministre semble naître pour faire face à une époque de minorité ou de Régence, il n'indique pas moins au souverain une modalité d'exercice du pouvoir exécutif qui pouvait s'appliquer également au régime ordinaire.

Dubois proposait une rationalisation de l'exécutif pour assurer au souverain une autorité absolue grâce à une administration gouvernementale tout à fait uniformisée et maîtrisée. Fleury, que la mort de Dubois laissa seul face à Louis XV, mit en œuvre une forme d'absolutisme modéré par un premier ministre qui ne disait pas son nom. La position de Fleury l'aurait emporté, peut-être, même si la mort ne s'y était mêlée. La détestation collective de la figure du « premier ministre » était trop grande, comme le prouvent les mots prononcés par Fontenelle lors de la réception du cardinal Dubois à l'Académie française en décembre 1722. Faisant l'éloge du récipiendaire, et témoignant par la même occasion que l'éducation du prince était suivie de près par la naissante opinion publique, il s'exclame :

« S'il était besoin qu'elles s'accrussent, [les espérances suscitées par Louis XV dans le cœur des Français], elles s'accroîtraient encore par l'application que ce jeune monarque donne depuis quelques temps aux matières du gouvernement, par ces entretiens où il veut bien vous faire entrer. Là vous pesez à ses yeux les forces de son État, et des différents États qui nous environnent ; vous lui dévoilez l'intérieur de son royaume, et celui du reste de l'Europe, tel que vos regards perçants l'ont pénétré ; vous lui démêlez cette foule confuse d'intérêts politiques, si diversement embarrassés les uns dans les autres ; vous le mettez dans le secret des cours étrangères ; vous lui portez sans réserve toutes vos connaissances acquises par une expérience éclairée ; vous vous rendez inutile autant que vous le pouvez »<sup>79</sup>.

Se rendre inutile ? Dubois voulait se rendre indispensable, mais dans un sens que la culture politique de l'époque, profondément louis-quatorzienne sur ce point, ne pouvait accepter.

---

79 *Discours prononcé dans l'Académie française. Le jeudi troisième Decembre 1722. À la réception de Son Éminence Monseigneur le Cardinal Du Bois, premier ministre, Paris, 1722, p. 16-17.*

Que fit Louis XV des savoirs, notamment politiques, appris pendant son adolescence ? Question inévitable, intrigante voire charmante. La réponse ne peut être qu'hésitante.

La marge hypothétique dans l'établissement d'une relation causale entre éducation et action future d'un homme, et *a fortiori* d'un roi si secret et si énigmatique que Louis XV, est bien grande et incite à la plus grande prudence. Aurait-il signé la *paix blanche* d'Aix-la-Chapelle en 1748 motivé par l'exemple de magnanimité de saint Louis ?<sup>80</sup> Difficile de l'exclure ou de l'affirmer sans réserve. Même hésitation à propos de l'hostilité envers les parlements, que Dubois lui insuffla. Pourtant, si l'on se tourne vers la manière qu'eut Louis XV d'exercer le pouvoir exécutif, l'empreinte de l'éducation reçue est forte et durable.

Les leçons sur les relations internationales contribuèrent sans doute à lui donner un goût certain pour ces questions. En même temps, la création d'une diplomatie parallèle (le « secret du roi ») indique une difficulté à maîtriser tout à fait l'autorité des ministres, notamment du premier d'entre eux. Dans la déclaration du 26 juin 1726, Louis XV montre sur ce point une grande détermination et des intentions claires : « il était temps que je prisse moi-même le gouvernement de mon État [...] ; j'ai jugé nécessaire de supprimer et d'éteindre le titre et les fonctions de premier ministre. [...] Enfin, je veux suivre en tout l'exemple du feu Roi mon bisaïeul »<sup>81</sup>. En fait, c'est la Vieille Cour qui parle à travers Fleury, rédacteur probable du texte. Pendant presque vingt ans, Louis XV règnera et, dans une certaine mesure, gouvernera avec Fleury, mais pas à la manière de son aïeul : donc, pour l'opinion publique de l'époque, il ne gouvernait pas du tout. En 1740, d'Argenson reproduit ce lieu commun : « le roi ne parle que des rois fainéants et qui n'ont pas gouverné par eux-mêmes : qu'est-ce cela veut dire ? Ne sentirait-il pas son état, ou voudrait-il s'en tirer bientôt ? »<sup>82</sup>.

Un autre mot du même d'Argenson est plus original. La scène se déroule après la mort de Fleury le 30 janvier 1743 : « dès que cette mort fut annoncée

80 M. Antoine le suggère (*Louis XV, op. cit.*, p. 401).

81 Cité dans M. Antoine, *Louis XV, op. cit.*, p. 161-162. Fleury lui répondit la même année : « Et de quel heureux avenir ne se croient-ils pas [les Français] en droit de se flatter quand ils voient se développer de plus en plus en Votre Majesté les grandes qualités de son auguste bisaïeul, que vous vous êtes proposé pour modèle ? » *Harangue faite au Roy, par S.E. monseigneur de Fleury. À Fontainebleau le Mardy 5 novembre 1726 après la cérémonie de la barrette*, Paris, 1726, p. 3.

82 René Louis de Voyer d'Argenson, *Journal et Mémoires du Marquis d'Argenson*, Paris, Rathéry, 1859-1867, t. III, p. 45, 3 avril 1740 ; voir aussi Thierry Sarmant, Emmanuel Pénicaud, « "Le roi gouverne par lui-même". Ministériat et doctrine de l'absolutisme dans le *Journal* du marquis d'Argenson, 1726-1743 », in Bernard Barbiche, Yves Marie Bercé (dir.), *Études sur l'ancienne France*, Paris, École des Chartes, 2003, p. 347-368.

au roi, Sa Majesté dit : «Messieurs, me voilà donc premier ministre»<sup>83</sup>. Se retrouvant définitivement orphelin et en charge de la monarchie, Louis XV se définit lui-même comme « premier ministre » et, finalement, il semble s'en réjouir. Fait-il de l'ironie? C'est improbable. En tout cas, l'aveu est politiquement inédit.

Quel autre roi aurait pu concevoir d'assimiler sa propre fonction souveraine de gouvernement à celle d'un premier ministre? L'imbrication des deux fonctions est inconcevable au sens propre du terme : un roi absolu peut gouverner avec un premier ministre, sans un premier ministre, mais pas en « roi-premier ministre » de lui-même : un roi en majesté ne peut être que roi, dans sa solitude divine, et rien d'autre. Par l'invention étonnante du *secret du roi*, Louis XV semble même réaliser sous une autre forme l'intention que d'Argenson lui attribue : il ne sera pas le premier ministre de lui-même, mais son propre ministre (caché) des affaires étrangères. L'exemple de Dubois n'est pas loin, lui qui avait gardé les deux fonctions.

L'éducation politique de Louis XV fut riche sans être cohérente. Le modèle louis-quatorzien se mélangea aux propositions réformatrices de Dubois et à la tartufferie institutionnelle de Fleury. La personnalité même du prince ne joua pas en sa faveur. Bien que « son jugement en toutes choses » fût juste, comme le rappelle Voltaire, « cette douce facilité de caractère [...] le porta toujours à préférer l'opinion des autres à la sienne »<sup>84</sup>. En d'autres termes, des sollicitations pédagogiques multiples ne furent pas maîtrisées par un caractère politiquement déterminé. Cela ne semble pas avoir affecté sa conception de la souveraineté royale, dont l'origine divine est revendiquée lors de la séance de la Flagellation. En revanche, l'indécision permanente dans sa pratique concrète du pouvoir exécutif desservit son autorité personnelle et finit par nuire à la crédibilité même de la monarchie absolue.

---

83 René Louis de Voyer d'Argenson, *Journal*, op. cit., t. IV, p. 49.

84 *Éloge funèbre de Louis XV* in Voltaire, *Œuvres complètes*, Paris, éd. L. Moland, 1877-1885, t. XXIX, p. 293.

## Annexe

Le document publié ici porte le titre de *Fonctions du premier ministre*, AAE, Mémoires et Documents, France, 4, fol. 141-146.

En haut à gauche du fol. 141 on peut lire : « fait pour le cardinal Dubois, mars 1723 ».

« Fonctions du premier ministre

La différence qu'il y a entre le premier ministre, et les secrétaires d'État et autres chargés de quelque portion du gouvernement, c'est que ceux-ci n'ont qu'une autorité limitée aux choses qui dépendent de leur emploi, et aux provinces qui sont de leur département; au lieu que l'autorité du premier ministre s'étend sur tous ceux qui sont chargés de quelque ministère particulier. Le gouvernement est partagé en diverses parties, dont les principales [fol. 141] sont la guerre, la marine, les affaires étrangères, la finance, l'administration de la justice et la police générale du royaume.

Dans le département de la guerre, le secrétaire d'État qui est en charge en fait tout le détail dont il rapporte les principales matières au premier ministre, et celui-ci à S.A.R. qui en rend compte au Roy.

Quoique la marine soit encore aujourd'hui administrée par des conseils établis pendant la minorité, et qui dans cet établissement fut chargé des [fol. 141 verso] détails que faisait ci-devant le secrétaire d'État chargé de la marine, on doit également rendre compte de ce qui formait la portion du secrétaire d'État de la marine au premier ministre et à M. le Duc d'Orléans, séparément ou à tous deux ensemble.

M. le cardinal Dubois était ci-devant chargé uniquement des affaires étrangères. Il s'en est réservé le détail comme ont fait tous ceux qui l'ont précédé dans la place de premier ministre. Il n'en rend compte qu'au Roy et à S.A.R., et il rapporte au Conseil d'État ce que Sa Majesté juge à propos. [fol. 142].

Quant aux finances, les matières qui y ont rapport ou sont de discussion et contentieuses, ou regardent les règlements, les arrangements généraux et les projets, le premier ministre ne prend qu'une connaissance superficielle des affaires de la première espèce, qui sont examinées au Conseil royal des finances; mais pour les projets, les règlements et les principaux arrangements et établissements qui peuvent regarder l'augmentation des revenus et la diminution des dépenses de l'État, le contrôleur général fait chaque jour un travail particulier sur ces matières avec le premier ministre, qui [fol. 142 verso] rend

compte des résolutions qu'ils ont prises à S.A.R., qui les perfectionne pour les rapporter au Roy.

En même temps que S.A.R. signe les ordonnances et règle les états de distribution, le premier ministre tient un registre de tous les fonds qui sortent du Trésor Royal et de l'emploi que les différents ordonnateurs en ont fait, selon la destination qui a été faite par l'état de fonds et dépenses.

Pour l'administration de la justice et la police en général du royaume, le Garde des sceaux et les secrétaires d'État rendent compte au premier ministre de toutes les [fol. 143] matières qui ne doivent être discutées au Conseil privé ou au Conseil des Dépêches, et qui méritent d'être portées devant le roy; le premier ministre les examine avec S.A.R. pour en rendre compte au roy et recevoir ses ordres.

Cet ordre réunit à un centre nécessaire toutes les parties du gouvernement sur les mêmes principes, empêche qu'aucun ministre ni ordonnateur ne s'éloigne de l'intérêt commun et de l'arrangement général de l'État, et ne s'écarte des bornes qui lui sont prescrites.

M. le cardinal Dubois renvoie chaque jour à chacun des ministres [fol. 143 verso] particuliers les mémoires et les placets présentés au Roy, à S.A.R. ou à lui, lorsqu'ils regardent leur département; de leur côté, chacun lui rend compte chaque jour, non seulement de ce qu'il leur a renvoyé pour lui être rapporté, mais de tout ce qui leur est écrit de Paris et des provinces, et de toutes les autres demandes ou propositions qu'on leur a faites lorsqu'elles sont de quelque importance.

Cet ordre étant bien observé il ne peut rien échapper à la connaissance de S.A.R. ni du roy. Il ne peut sortir des différents ministres aucune décision ni réponse [fol. 144] qui se croise et soit contradictoire ou diverse, et qui puisse s'éloigner en rien de l'ordre général projeté ni des intentions et des ordres de Sa Majesté.

Mais afin que dans les réponses il ne puisse rester aucun doute à ceux qui les reçoivent, les ministres particuliers qui écrivent dans les provinces expriment dans leurs lettres que le premier ministre les a chargés de faire savoir que l'intention de Sa Majesté est et [sic].

Quand il y a quelque matière très importante de quelque espèce qu'elle soit, guerre, finance, marine, [fol. 144 verso] ou police générale qui mérite un secret particulier, ou un ordre très exprès, le premier ministre écrit directement à ceux à qui le roy juge à propos d'en renvoyer l'exécution.

Tous les mémoires, placets et lettres que le premier ministre reçoit, sont distribués chez lui à six chefs de bureaux qui les font tenir le même jour à leur renvoi, ou apprennent le lendemain à ceux qui les ont présentés, les décisions que le premier ministre a données sur les mémoires qu'il s'est réservés et tous les renvois aux ministres particuliers. Les décisions immédiates du premier [fol. 145] ministre sont enregistrées chaque jour par un commis préposé pour en rendre compte au public par ordre alphabétique, sous le nom de ceux qui y sont intéressés, qui peuvent le lendemain qu'ils ont présenté leurs mémoires savoir ou la décision qui a été donnée par le premier ministre, ou le renvoi à ceux qui les doivent décider et leur fournir des expéditions.

Par cet arrangement, toutes les affaires du gouvernement sont expédiées sans délai, sans contradiction et sans division de sentiments et de résolutions, et le roy est extrêmement informé et en peu [fol. 145 verso] de temps par S.A.R. et par le premier ministre de la suite et de la liaison de toutes les affaires de l'État » [fol. 146].

**Diego VENTURINO**

Université de Lorraine,

Centre régional universitaire lorrain d'histoire – EA 3945

[diego.venturino@club-internet.fr](mailto:diego.venturino@club-internet.fr)